

Économie Monétaire et Financière S4



Enseignant : **Pr R. MEKOUAR**

Année Universitaire : 2019/2020

Chapitre 2 : LA POLITIQUE MONÉTAIRE

LECTURES VIVEMENT CONSEILLÉES : pour mieux maîtriser Le Chap 2 relatif à la Politique Monétaire. Les 1ers concernent La Politique Économique alors que les seconds (que vous recevrez ultérieurement) traitent La Politique Monétaire.

DOCUMENT 1 :

LA REGULATION PAR L'ÉTAT

Source : SLIDEPLAYER.FR

Section 1. LE ROLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ÉTAT ET SON ÉVOLUTION

A. Qu'est-ce que l'État ?

il s'agit de l'ensemble des institutions qui détiennent le pouvoir dans un pays.

En Économie, il existe deux façons de considérer l'État :

- Une vision restrictive où l'on ne retient que les administrations centrales = État au sens strict
- Une conception plus large selon laquelle l'État, outre les administrations centrales, regroupe les collectivités locales (appelées aussi collectivités territoriales) et les organismes de la Sécurité sociale. On parle alors de l'État au sens large (synonyme : administrations publiques).

Etat au sens large = administrations publiques

```
graph TD; A[Etat au sens large = administrations publiques] --> B[Administrations centrales]; A --> C[Collectivités locales]; A --> D[Sécurité Sociale];
```

Administrations centrales

président, gouverne-ment,
ministères, préfetures,
rectorat...

principales recettes: TVA,
impôts sur le revenus, impôts
sur les sociétés, TIPP...

Collectivités locales

Conseils des communes,
départements, régions
principales recettes : impôts
locaux (taxe d 'habitation,
foncière, professionnelle...)
+ aide des administrations
centrales

Sécurité Sociale

Caisses retraite, maladie,
chômage, invalidité,
allocations familiales...
principales recettes:
cotisations sociales
salariales et patronales

B. L'évolution du rôle de l'État

1/ La vision libérale : l'Etat gendarme

État gendarme : conception minimale de l'intervention de l'État qui remplit trois fonctions :

==> **les fonctions régaliennes** c'est à dire le maintien de la sécurité intérieure et extérieure

exemples : **police, justice, armée, diplomatie**

==> **la production de certains biens et services non rentables pour les agents privés**

exemples : **infrastructures de transport mais aussi éducation...**

==> **faire respecter les libertés économiques fondamentales**

comme : **propriété privée, droit des contrats, liberté d'entreprendre, liberté d'échanger, de travailler...**

2/ La mise en place de l'État providence

Au sens strict, le terme **d'État providence** désigne l'intervention de l'État dans le domaine social par l'intermédiaire du système de **Sécurité Sociale**.

Au sens large, **État providence** :, ce terme désigne une **conception de l'intervention de l'État qui met en œuvre des politiques économiques et sociales afin d'assurer le bien être de sa population.**

DOCUMENT 2 :

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Source : SLIDEPLAYER.FR

PLAN :

I - Les décisions de Politique Économique

A - Les acteurs de la politique économique

B - Politiques éco. structurelle et conjoncturelle

II - La Politique Économique Structurelle

A - Domaines d'intervention

B - Instruments de la politique éco. structurelle

III - La politique Économique Conjoncturelle

A - Domaines d'intervention

B - Instruments de la politique éco. conjoncturelle

I - Les décisions de Politique Économique

A - Les acteurs de la politique économique

Banque Centrale

Gouvernement

Décisions et Actions pour atteindre des **OBJECTIFS**

Économiques

et

Sociaux

- croissance du PIB

- santé

- emploi

- éducation

- stabilité des prix

- logement

- équilibre du commerce extérieur

Gouvernement

Banque Centrale

Décisions et Actions pour atteindre des Objectifs
Économiques et Sociaux

==
POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Libérale (voir Etat Gendarme)

Interventionniste (voir Etat Providence)

B - Politiques éco. structurelle et conjoncturelle

Gouvernement

**POLITIQUE
ÉCONOMIQUE**

Structurelle (LT)

* Orientation
économique du pays
à Long Terme

Conjoncturelle (CT)

* politique
budgétaire

* politique fiscale

Banque Centrale

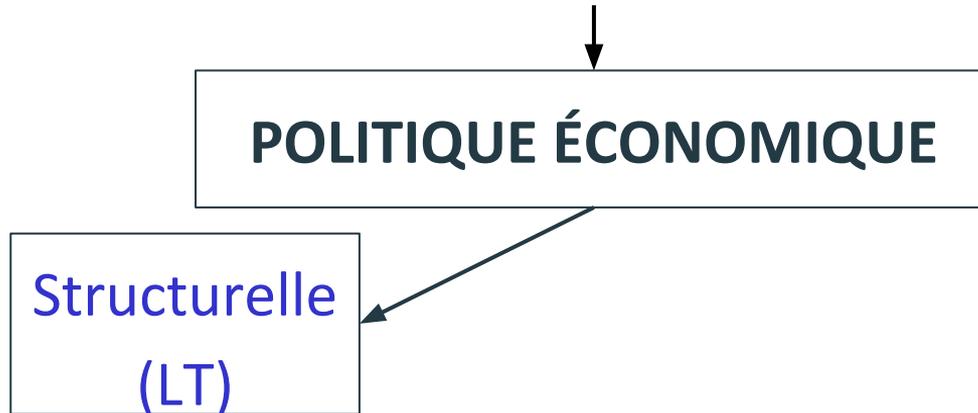
**POLITIQUE
ÉCONOMIQUE**

Conjoncturelle
(CT)

* politique monétaire

II – La Politique Économique Structurelle

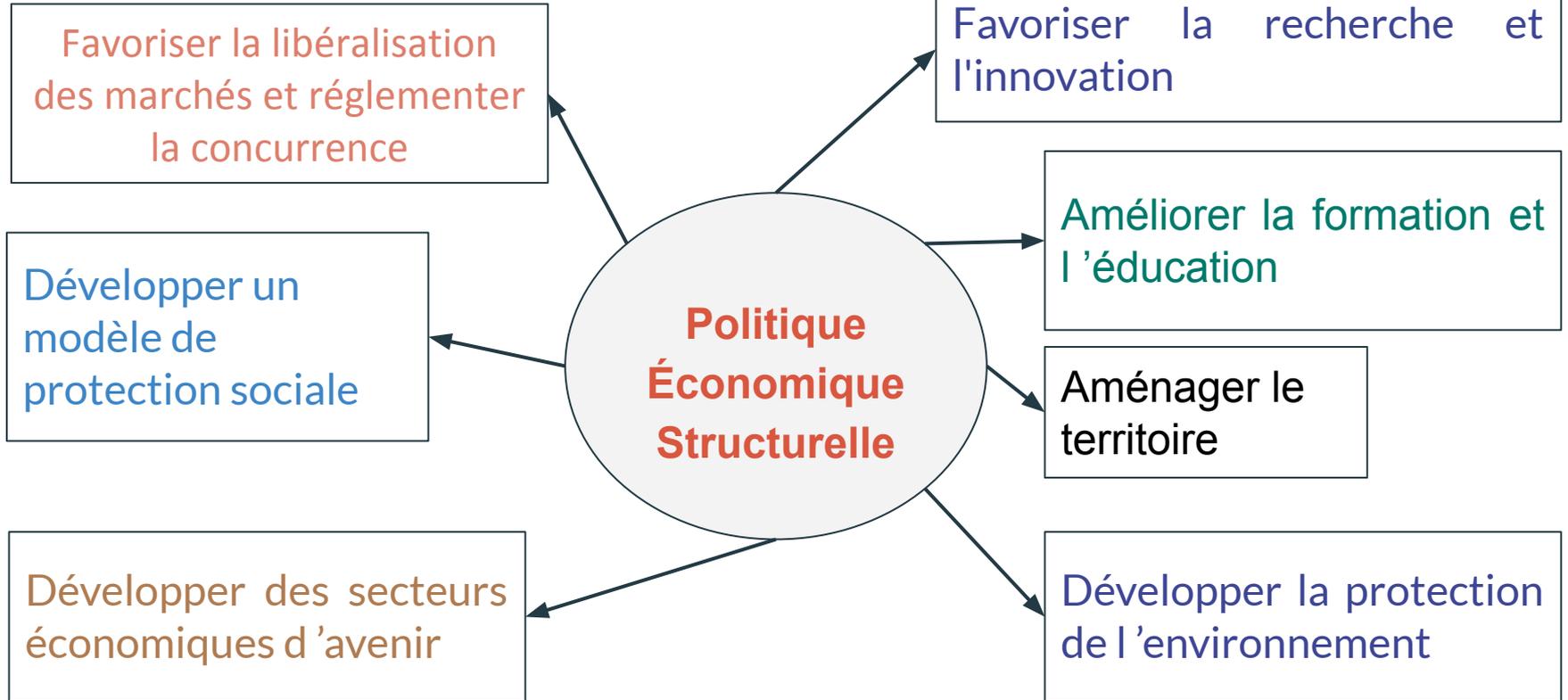
Gouvernement



Objectif :

Elle vise à améliorer, à réformer la structure de l'économie et son fonctionnement à long terme

A - Domaines d'intervention



B - Instruments de la politique éco. structurelle

politique industrielle : un pays a besoin d 'industries pour créer de la richesse et des emplois

politique d'aménagement du territoire : un pays doit avoir des infrastructures modernes

ex : autoroutes, TGV, tunnel, aéroport

politique énergétique : un pays doit assurer la production d 'énergie dont il a besoin et prévoir l'avenir

ex : énergie nucléaire, énergies renouvelables

politique démographique : un pays doit prévoir l'évolution de sa population

ex : santé, logement, immigration, éducation

politique sociale : un pays a besoin d'un modèle sociale stable :

ex : système de sécurité sociale, système de retraite

Ces instruments de la politique économique structurelle
donc à long terme sont utilisés de manière différente par les



III – La Politique Économique Conjoncturelle

Objectif :

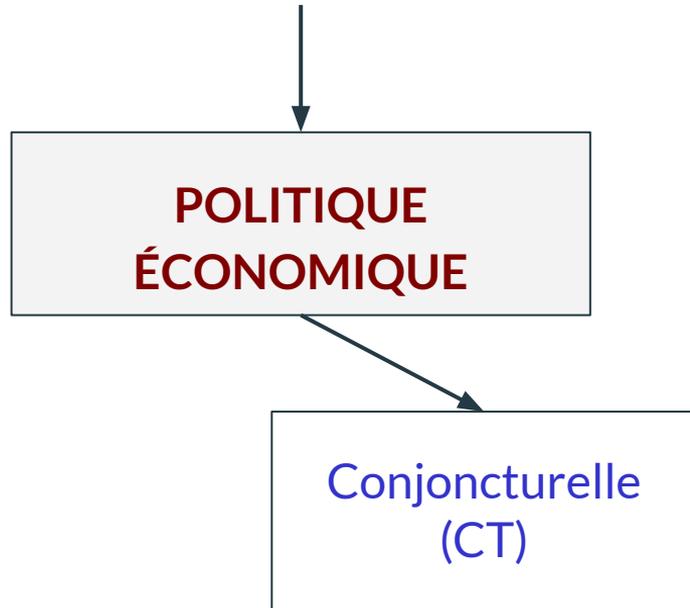
La politique économique conjoncturelle agit à Court Terme pour maintenir les équilibres économiques

A - Domaines d'intervention

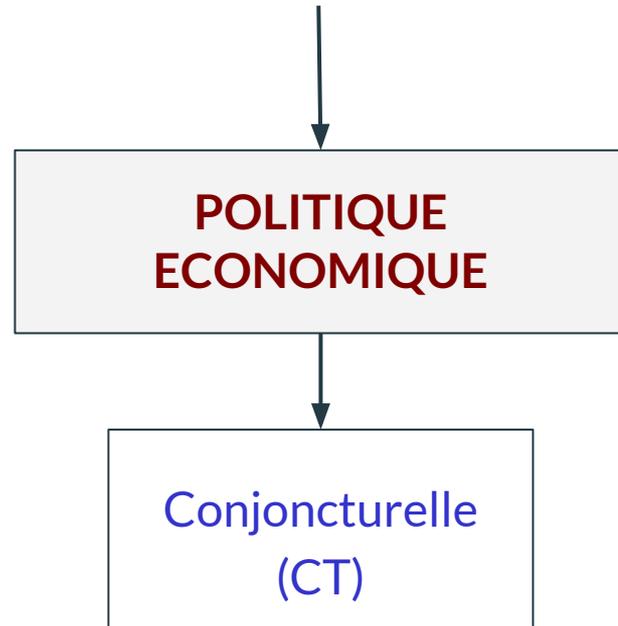
- L'économiste Kaldor a regroupé 4 équilibres économiques dans un tableau appelé : **»le Carré Magique «**
- **Croissance du PIB** : avoir le % de croissance le + fort possible
- **Inflation** : avoir le % d'inflation le + faible possible
- **Emploi** : avoir le % de chômage le + faible possible
- **Commerce Extérieur** : avoir des Exportations > aux Importations

B - Instruments de la politique éco. conjoncturelle

Gouvernement



Banque Centrale



→ Instruments du Gouvernement

Politique budgétaire :

- L'Etat doit prévoir ses recettes et ses dépenses dans son budget annuel
- Un déficit budgétaire va contribuer à augmenter son endettement

Politique fiscale :

- L'Etat doit fixer les taux des impôts et taxes qui constituent ses recettes budgétaires

Politique des revenus :

- L'Etat peut influencer le niveau des salaires et le partage de la Valeur Ajoutée

C - Politique de Relance ou de Rigueur :

* **Politique de Relance Économique**

- Lorsque l'Etat veut lutter contre le chômage et stimuler la croissance du PIB, il va mettre en œuvre une politique de RELANCE

par exemple:: - en faisant des grands travaux
- en réduisant les impôts

Effets positifs

- augmentation des revenus
- hausse de la consommation
- hausse de la demande
- hausse des investissements
- baisse du chômage
- augmentation du PIB

Effets négatifs

- hausse des prix
- déficit du commerce extérieur

* Politique de Rigueur Économique

- Lorsque l'Etat veut lutter contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur, il va mettre en œuvre une politique de **RIGUEUR**

par exemple: :: - en réduisant les dépenses publiques (de l'Etat)
- en augmentant les prélèvements obligatoires

Effets positifs

- lutte contre l'inflation
- Amélioration du commerce extérieur

Effets négatifs

- diminution des revenus
- baisse de la consommation
- baisse de la demande
- baisse des investissements
- hausse du chômage

DOCUMENT 3

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

SOURCE:SLIDEPLAYER.FR

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- A. La politique économique : logique de conception et principes de rationalité
- B. Les fonctions de l'État : la présentation de R.Musgrave (1959)
- C. La fonction de régulation au cœur des oppositions sur le rôle de l'État dans l'économie
- D. Les principaux objectifs
- E. Les conflits potentiels entre les objectifs de la politique économique

A. La politique économique : logique de conception et principes de rationalité

Définition

- Manipulation de la part de l'agent public d'un certain nombre de moyens (instruments) pour atteindre certaines fins (objectifs) [J.Tinbergen, 1961]
- La politique économique est un vrai système de décision.

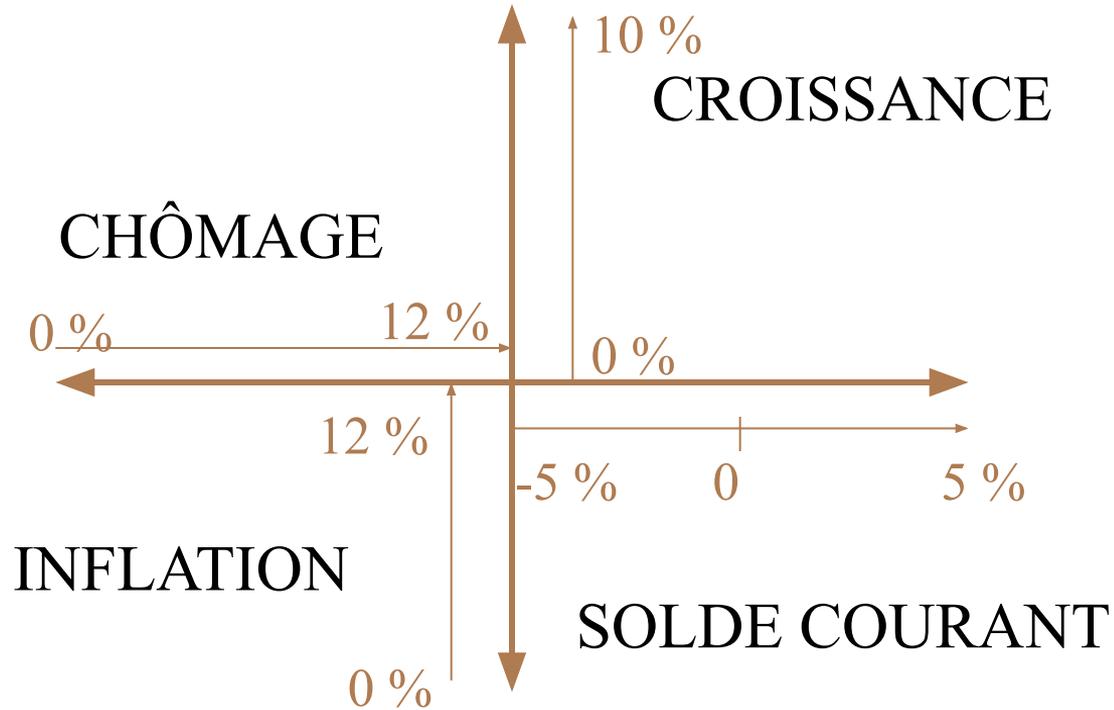
● A.1 La démarche de la politique économique

- Une classification des variables concernées
- Une connaissance des relations entre les variables
- Un choix des finalités de la politique économique

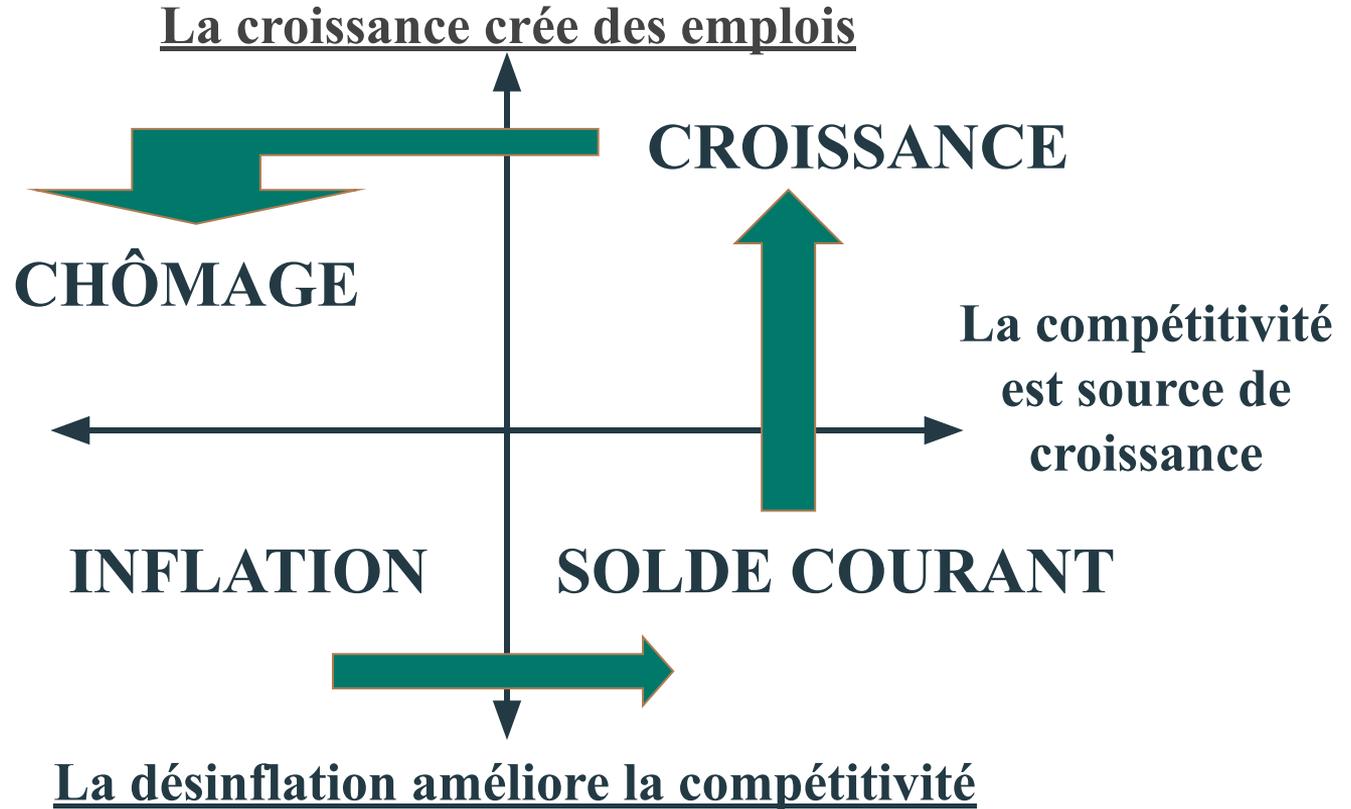
Référence au carré magique de N.Kaldor (1971)

- Recherche du plein emploi
- Recherche de l'excédent extérieur
- Recherche d'un bon niveau de croissance économique / -Maîtrise de l'inflation

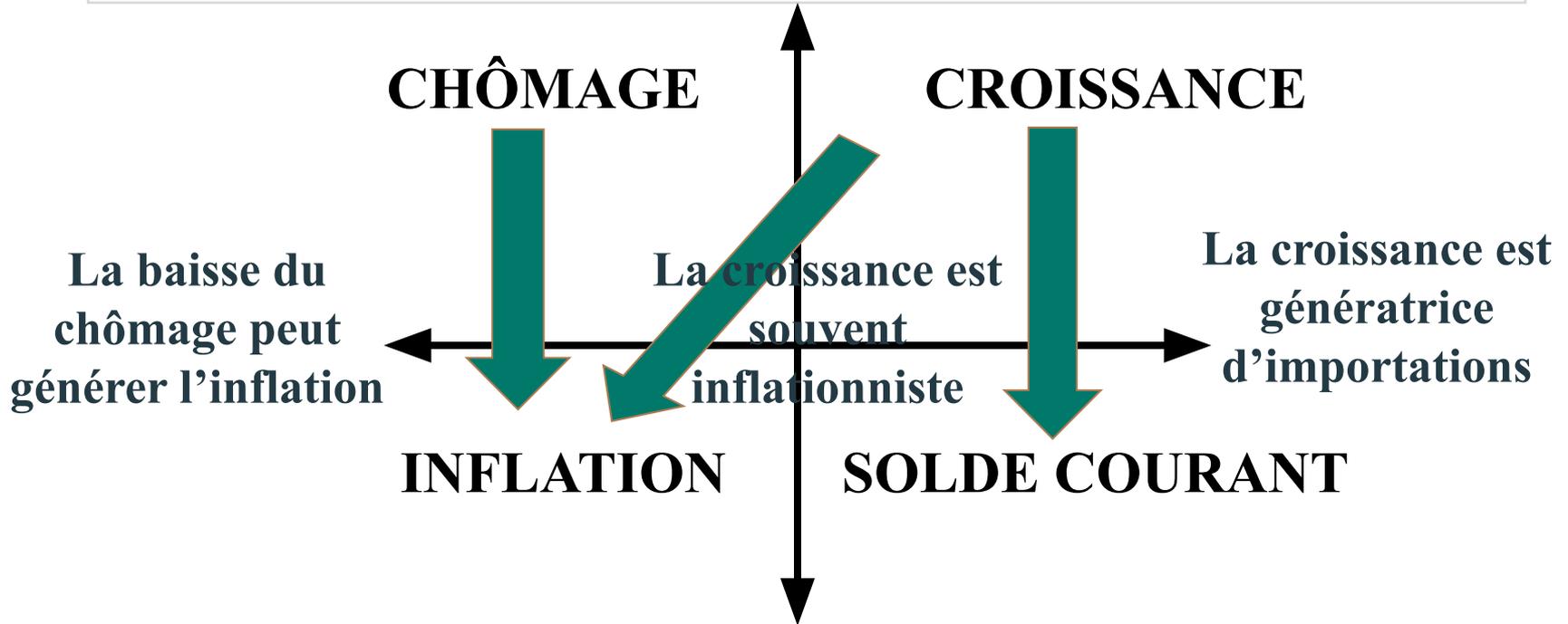
LE CARRÉ MAGIQUE



LES OBJECTIFS COMPATIBLES



LES CONFLITS POTENTIELS



LES CONFLITS POTENTIELS ENTRE LES OBJECTIFS

Inflation – chômage

- Courbe de Phillips (1958)
- Évolution du taux de chômage et du salaire nominal en GB entre 1867 et 1957
- Relation inversement proportionnelle entre le taux de croissance des salaires et le taux de chômage.
- La monnaie n'est pas neutre : les politiques de relance sont une source d'inflation
- Remise en cause par la période de stagflation
- E.Phelps : il y aurait un déplacement de la courbe de Phillips.

Croissance économique – Équilibre extérieur

- **Il est difficile de maintenir son solde extérieur en période de forte conjoncture**
- **Les niveaux de demande influent sur les niveaux d'importations et d'exportations**
- **La France en 1992 et 1994 ; les États-Unis au cours de la seconde moitié des années 90.**

Inflation – Croissance

- L'inflation peut stopper plus ou moins rapidement une phase de croissance économique soutenue
- L'effet capacité de l'investissement (dimension offre)
- L'effet accélérateur Aftalion, Clark (1910,1914)
- La comparaison Zone euro – États-Unis au cours de la décennie 90.

CHÔMAGE ET DÉFICIT EXTÉRIEUR DILEMME	CHÔMAGE ET EXCÉDENT EXTÉRIEUR Hausse des dépenses publiques
PLEIN EMPLOI ET DÉFICIT EXTÉRIEUR Baisse des dépenses publiques	PLEIN EMPLOI ET EXCÉDENT EXTÉRIEUR DILEMME

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CONJONCTURELLE

- vise à orienter et à réguler sur le **court terme** l'activité économique dans le sens souhaité par les pouvoirs publics dans les domaines de la monnaie, des dépenses publiques, des prix et des salaires, afin de maintenir ou de rétablir les grands équilibres macroéconomiques (les objectifs de la politique économique)
 - Politique budgétaire, politique monétaire, politique de change
 - Généralement, **politique contracyclique**.
- Se préoccupe du **long terme** et vise à agir sur les structures économiques du pays, le fonctionnement des différents marchés. Il s'agit donc ici d'agir pour transformer le mode de fonctionnement du système économique.
- Elle vise à transformer un système économique afin d'en améliorer le fonctionnement
 - **Politique commerciale** (améliorer le fonctionnement du marché des biens et services)
 - **Politique de la concurrence** (lutte contre les monopoles et les pratiques déloyales : abus de position dominante, ententes défavorables aux consommateurs...)

LA RÉGULATION DE L'ÉTAT

A. Les fonctions de l'État (R.Musgrave, 1959)

- **B.1 L'État assure trois fonctions principales**
- La fonction d'**allocation des ressources**
- La fonction de **redistribution des revenus**
 - Par la fiscalité et les dépenses publiques, l'État assure des transferts entre agents à des fins de « justice sociale ».
- La fonction de **régulation de l'activité économique**
 - L'État a une fonction de régulation macro-économique ; il se doit de chercher à maintenir le plein emploi tout en limitant l'inflation

B. L'État, comme palliatif des défaillances du marché

- La nécessaire définition des règles et des droits
- L'existence des rendements croissants
- L'existence d'externalités
- L'existence de biens publics

C.1 Le rôle contra cyclique de l'État : la pensée keynésienne

- Existence d'un **équilibre stable de sous emploi**
- L'État doit **dynamiser la demande** au travers des investissements publics.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- Le Produit Intérieur Brut (Y)
- Ensemble des richesses produites par les unités de production résidentes
 - ≠ PNB ; N'est pas un indicateur de qualité de vie
 - Ne doit pas se confondre avec la notion de développement
 - 1894,6 Mds d'euros en 2007 ; 1950,1 Mds d'euros en 2008.
- Permet de calculer le taux de croissance nominal
 - On distingue taux de croissance nominal et taux de croissance réel
 - Taux de croissance réel = taux de croissance nominal - taux d'inflation (indice de prix du PIB)

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Calcul du taux de croissance nominal

$$g_{2008} = \frac{1950.1 - 1894.6}{1894.6} \cdot 100 = 2.93 \%$$

Taux de croissance nominal en 2008 de la France :

$$g_t = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} \cdot 100$$

Taux de croissance réel en 2008 de la France :

$$2.93 \% - 2.5 \% = \mathbf{0.43 \%}$$

CROISSANCE vs DÉVELOPPEMENT

- **Définition** : désigne l'augmentation des quantités de biens ou services **produites et vendues** au cours d'un intervalle de temps (l'année), se traduisant par une hausse des revenus distribuables. **La croissance est une notion quantitative.**
- **Indicateur** : le taux de croissance du PIB ou du PIB par habitant.
- **La notion de développement** : ensemble des changements - productifs ou sociaux - dont le résultat est d'améliorer les conditions d'existence d'une population données dans son ensemble. **Le développement inclut ainsi des phénomènes qualitatifs** (éducation, emploi, taux d'alphabétisation, accès à l'eau potable)

PIB et PNB

- **PIB** : Ensemble des richesses produites par les unités de production résidentes, quelque soit leur nationalité. Critère de **territorialité**.
 - C'est la somme des valeurs ajoutées brutes
 - VA : supplément de valeur que l'activité d'une entreprise donnée apporte à une marchandise qu'elle transforme. C'est la richesse qui permet à l'entreprise de payer le travail fourni et rentabiliser les capitaux investis.
 - Le terme brut signifie que l'on incorpore les investissements de remplacement (les amortissements). Conséquence : **la totalité du PIB n'est pas distribuable**.
 - PIB nominal ; PIB réel ; PIB par habitant
- C'est un indicateur de **flux de production**, non de **stocks de richesses**.

La notion d'équilibre extérieur

L'ÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

● LA BALANCE DES PAIEMENTS

- Document recensant l'ensemble des opérations entre résidents et non résidents
- Son solde est nécessairement nul (règles comptables)
- On dégage des soldes significatifs
 - Solde commercial, courant, à financer

● LA NOTION DE COMPÉTITIVITÉ

- Compétitivité industrielle vs Compétitivité services
- Solde (commercial ou courant) et conjoncture économique

● LES FLUX D'INVESTISSEMENTS

- Les investissements directs, de portefeuille
- L'importance du solde à financer

La notion d'inflation

DEFINITION ET MESURE DE L'INFLATION

- Hausse généralisée et auto-entretenu du niveau général des prix
- Elle mesure les variations « pures » de prix : elle ne prend pas en compte les changements de qualité.
- A ne pas confondre avec les notions de déflation, de désinflation et de stagflation
- Le niveau général des prix est un indicateur particulier
 - on mesure la variation de prix du panier de consommation d'un ménage moyen (60 % de l'indice).
 - on choisit au préalable les biens à prendre en considération ainsi que la part relative de chaque bien dans le total des biens consommés.
 - L'indice calculé est l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour la zone euro.

LES CAUSES DE L'INFLATION

- **L'inflation importée**
 - Hausse du prix des importations incompressibles
 - Tenue du taux de change
- **L'inflation par les coûts**
 - Évolution différenciée des salaires et des gains de productivité (notion de coûts unitaire de production)
- **L'inflation par la demande**
 - Hausse de la demande non accompagnée par une hausse équivalente de l'offre (notion de TUC)

La recherche du plein emploi

LE PLEIN EMPLOI

- **Plein emploi** : situation d'équilibre où chaque offreur de travail trouve à s'employer au salaire réel en vigueur.
- Ne correspond pas à une situation d'emploi maximum, ni à une situation où toutes les capacités de travail disponibles sont utilisées.
- Le plein emploi n'est pas contradictoire avec l'existence de non emploi (il peut y avoir des capacités de travail volontairement inemployées, étant donné le salaire réel en vigueur ; notion de **chômage volontaire**).

LE TAUX DE CHÔMAGE

- Se définit comme le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.
- La population active se compose des chômeurs et des personnes occupant un emploi
- La population inactive se compose essentiellement des enfants d'âge préscolaire, les élèves et étudiants des établissements scolaires, les retraités.
- Pour être chômeur (BIT):
 - Être dépourvu d'un emploi salarié ou non salarié
 - Être disponible pour un emploi
 - Être à la recherche d'un travail

ELEMENTS DE DEFINITION

Pour en savoir plus :

Définitions :

- Un **chômeur au sens du Bureau international du travail** (BIT) est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine donnée, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois). La **part des chômeurs** au sein de la population totale diffère et est inférieure au **taux de chômage**, qui est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes en activité (en emploi ou au chômage).

- Le **taux d'emploi** est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population totale. Le **taux d'emploi en équivalent temps plein** rapporte les effectifs en emploi convertis en équivalent temps plein dans leur emploi principal à la population totale. Le **taux d'emploi sous-jacent** permet de gommer les effets démographiques inclus dans les taux d'emploi.

- Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre de personnes en activité (emploi ou chômage) et la population totale.

L'espérance apparente d'activité représente la durée moyenne d'activité, en années, d'une génération fictive soumise aux conditions d'activité de la période. Elle est indépendante de la structure démographique.

- Le **sous-emploi au sens du BIT** recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique...).

- Des données complémentaires (séries longues, méthodologie, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14>

- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 03 12 2009 à 8h45

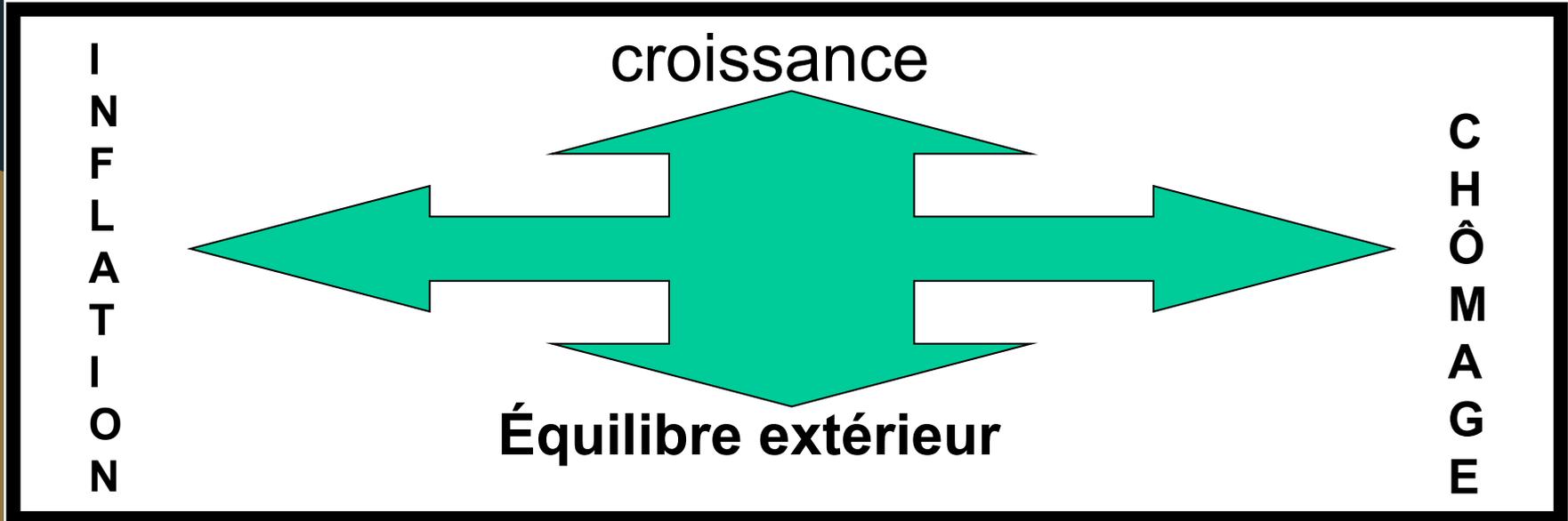
DOCUMENT 4

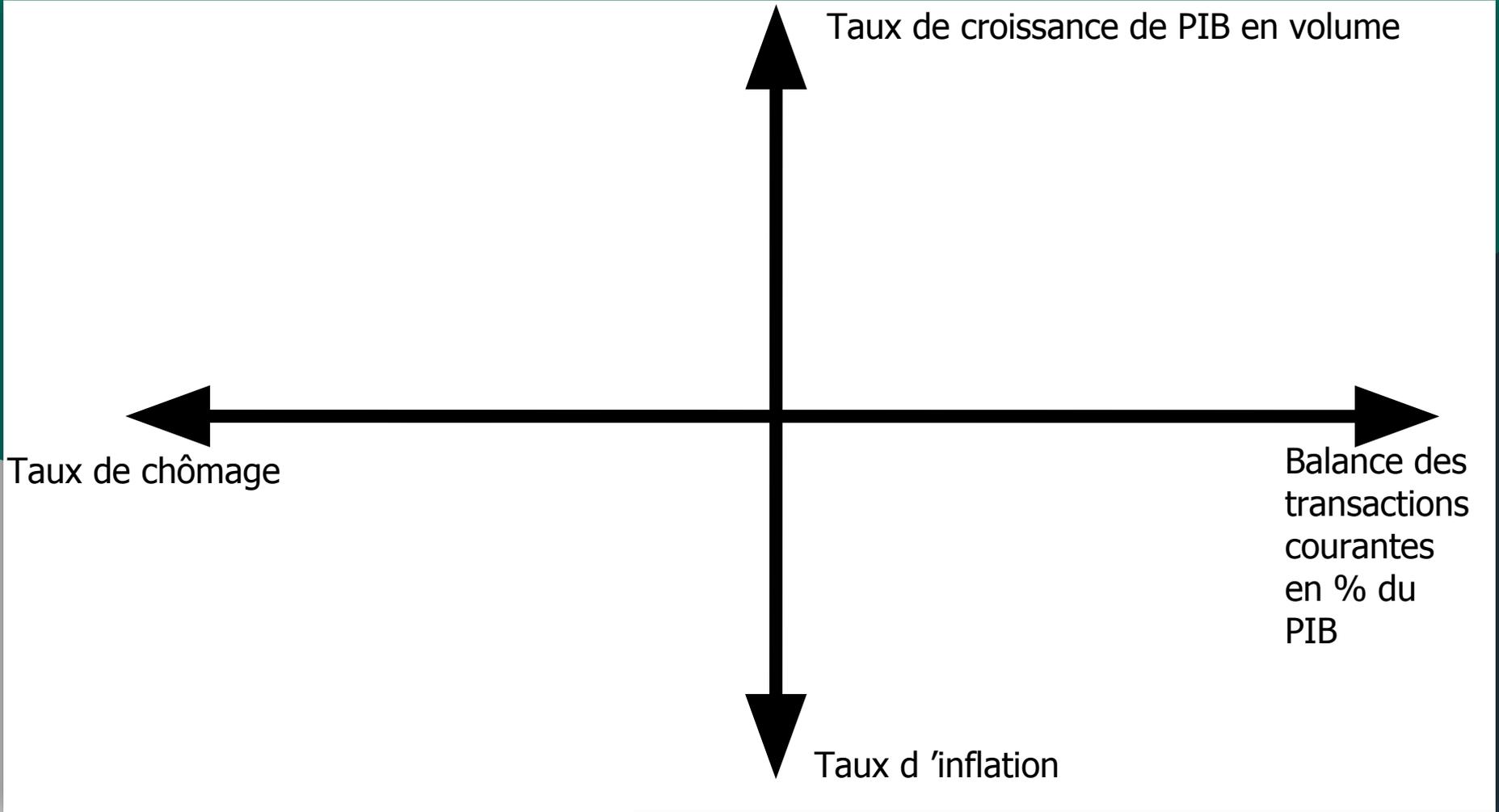
Les politiques conjoncturelles

SOURCE:SLIDEPLAYER.FR

Politiques budgétaire et monétaire

Le carré magique...





Taux de croissance de PIB en volume

Taux de chômage

Balance des transactions courantes en % du PIB

Taux d'inflation

La politique budgétaire

Elle utilise LE BUDGET comme instrument de politique économique

Pour lutter contre le chômage

- Il faut une politique budgétaire large
- C'est à dire accepter un déficit budgétaire
- Pour relancer l'activité économique, la croissance et donc l'emploi

En augmentant les dépenses....

- **On stimule la consommation par** embauche de fonctionnaires donc de salaires distribués, augmentation des aides sociales, donc des revenus disponibles etc...
- **On stimule l'investissement par** les grands travaux et investissements publics (routes, université etc...)

En baissant les recettes c'est à dire les impôts

- On favorise la consommation puisqu'on augmente le revenu disponible des ménages

- On favorise l'investissement par l'augmentation des profits disponibles (autofinancement)

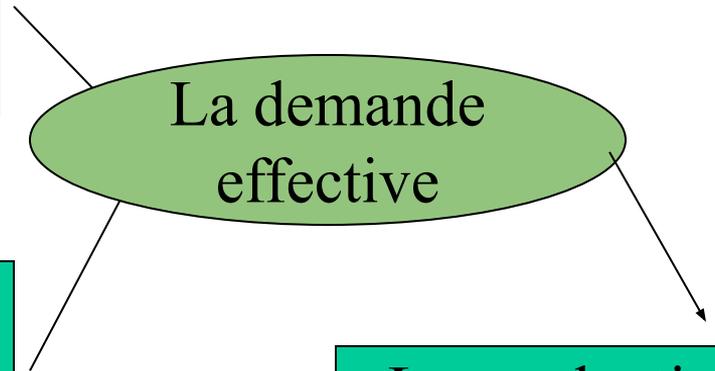
On enclenche le schéma keynésien

La consommation fonction du revenu
et de la PmC

L'investissement f du tx d'i et
des anticipations

La demande
effective

La production
et l'emploi



Les 2 utilisations envisageables de la politique budgétaire :

- Pour les keynésiens, il faut pratiquer un déficit pour relancer la demande effective et la production
- pour les libéraux, il est néfaste d'augmenter les dépenses publiques car, à terme, les prélèvements obligatoires ont des effets pervers.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

C'est l'ensemble des actions des autorités monétaires pour influencer sur l'évolution de la masse monétaire.

Elle a deux objectifs :

- faire varier la masse monétaire soit pour lutter contre l'inflation soit pour relancer la demande effective,
- atteindre un certain taux de change par rapport à nos principaux partenaires commerciaux.

L'instrument utilisé est le taux d'intérêt

- Le taux d'intérêt influe sur la création monétaire.
- Si le taux d'intérêt baisse, les crédits sont facilités et la masse monétaire augmente
- Si le taux d'intérêt augmente, les crédits sont plus difficiles et la masse monétaire n'augmente plus.

Pour lutter contre le chômage...

Il faut une politique monétaire large c'est à dire:

Baisser le taux d'intérêt

On enclenche le schéma keynésien...



Stimule la consommation à crédit



Stimule l'investissement par emprunt



Donc la demande effective et l'emploi

Analyse libérale et keynésienne

	Analyse libérale : Lutte contre l'inflation d'où politique de contrôle de la masse monétaire	Analyse keynésienne : Relance de la demande d'où politique d'accroissement de la masse monétaire
Variation des taux d'intérêt	<p>En augmentant les taux d'intérêt, les emprunts seront plus coûteux ce qui va limiter la création monétaire et donc réduire l'inflation</p>	<p>En diminuant les taux d'intérêt, les emprunts seront moins coûteux. Ainsi les agents économiques vont plus facilement consommer et investir : la demande va augmenter</p>